



REVUE TRIMESTRIELLE D'INFORMATION CLIMATIQUE

Unité Nationale de coordination sur les changements climatiques



PARLONS CLIMAT

Nous sommes heureux, aujourd'hui, de vous annoncer le lancement du deuxième numéro de notre nouvelle revue d'information sur les Changements Climatiques en Tunisie.

Cette revue a pour objectif d'informer le grand public ainsi que toutes les parties prenantes sur les actualités au sein de l'unité et sur les principales activités menées au niveau des différents secteurs et en collaboration avec les partenaires techniques et financiers.

Il s'agit d'une revue trimestrielle privilégiée de l'unité nationale de coordination sur les changements climatiques pour vulgariser les sujets d'actualité en Tunisie sur les différentes politiques élaborées par le pays dans le cadre des changements climatiques.

Le contenu de ce deuxième numéro d'Info-Climat a été élaboré par l'Unité nationale de coordination des changements climatiques relevant du Ministère des Affaires Locales et de l'Environnement, avec un appui de nos partenaires techniques et financiers, notamment la Coopération allemande au développement (GIZ).

Nous appelons tous les acteurs opérant dans le domaine des changements climatiques, (ministères, institutions publiques, associations, municipalités, secteur privé, etc.) à contribuer à l'enrichissement de son contenu en informant sur leurs activités et actualités.

Unité Nationale de Coordination sur les changements climatiques.

EDITORIAL

« A l'instar des guerres et des conflits armés, nous faisons face de nos jours à des menaces plus dangereuses dont la pandémie, la pauvreté et les changements climatiques ...

... Les changements climatiques menacent de mettre en place un terrain favorable aux conflits armés, à la marginalisation, à la propagation du terrorisme, du crime organisé et à l'évolution des tentatives de l'immigration clandestine... »

Le président de la République Tunisienne Kais SAIED

Conseil de l'ONU sur les conséquences du changement climatique sur la paix dans le monde, le 23 février 2021



DOSSIERS DU CLIMAT EN TUNISIE

La Tunisie développe sa stratégie nationale bas carbone (SNBC) - une vision ambitieuse vers la neutralité carbone à l'horizon de 2050

La limitation du réchauffement de la planète à 1,5 degré nécessite un engagement réel des pays à travers l'adoption d'une nouvelle trajectoire de développement durable, sobre en carbone et résiliente aux changements climatiques. Dans cette optique, la Tunisie s'est engagée, depuis 2020, à développer sa Stratégie Nationale Bas Carbone et Résiliente au Changement Climatique (SNBC&RCC) à l'horizon de 2050. Cet engagement s'inscrit dans une dynamique de planification qui complète la Stratégie Nationale sur le Changement Climatique (SNCC, 2012), la mise à jour de la contribution déterminée au niveau nationale (CDN) et répond aux exigences de l'Accord de Paris mentionnées dans l'article 4.

« [...] Toutes les Parties devraient s'employer à formuler et communiquer des stratégies à long terme de développement à faible émission de gaz à effet de serre GES [...] »

Il est évident que pour développer cette stratégie, la Tunisie doit se doter d'une vision ambitieuse à long terme (horizon 2050), visant à changer les trajectoires actuelles de développement.



A l'instar de plusieurs autres pays, la Tunisie pourra cibler la neutralité carbone à l'horizon de 2050.

La concrétisation d'une telle vision requiert l'implication active de tous les acteurs, dont notamment les décideurs politiques, les planificateurs, la société civile, le secteur privé, les chercheurs, etc.

Viser la neutralité carbone ne veut pas dire que nous allons cesser d'émettre des gaz à effets de serre. Cela signifie qu'il est primordial d'utiliser les différents moyens pour réduire et compenser les émissions de gaz à effet de serre (GES) produites par les activités humaines en particulier le CO₂ ainsi que d'augmenter le potentiel de séquestration ou même le stockage du carbone.

Les principaux puits de carbone naturels sont le sol, les forêts et les océans.

Le développement de cette stratégie est coordonnée par le Ministère des Affaires Locales et de l'Environnement (UGPO-CC) avec l'appui de la coopération Allemande au développement (GIZ) dans le cadre du projet «Renforcement des capacités institutionnelles pour la mise en œuvre de la NDC de la Tunisie» financé par le Ministère Fédéral Allemand de l'Environnement, de la Protection de la Nature et de la Sécurité Nucléaire (BMU) et «Renforcement des capacités et appui à l'exécution de la politique nationale d'adaptation au changement climatique en Tunisie (Adapt-CC) financé par le Ministère fédéral allemand de la Coopération Economique et du Développement (BMZ).



ACTUALITÉS

Signature du contrat d'exécution pour le nouvel projet «Protection du Climat à travers l'économie circulaire en Tunisie»

Le Ministère des Affaires Locales et de l'Environnement, l'Agence Nationale de Gestion des Déchets et la coopération allemande au développement (GIZ) ont signé le 25 février 2021 le contrat d'exécution pour le nouveau projet «Protection du Climat à travers l'économie circulaire en Tunisie(ProtectT)», financé par le Ministère fédéral allemand de la Coopération Economique et du Développement (BMZ). Ce projet entend améliorer les conditions préalables à la mise en oeuvre d'une économie circulaire respectueuse du climat et créatrice d'emplois dans le secteur des déchets en Tunisie. La Tunisie a accompli des réalisations importantes depuis plusieurs années dans le domaine de la gestion des déchets et de l'assainissement urbain. Parmi les réalisations importantes dans ce domaine, nous citerons notamment l'élaboration des stratégies (PRONAGDES et du PRONGIDD), la création de l'Agence Nationale de Gestion de Déchets (ANGed), la promulgation de certains textes réglementaires dont la loi-cadre sur le secteur des déchets 96-41, la construction des Centres Techniques d'Enfouissement des Déchets et des Centres de Transfert des Déchets y afférents, le développement de plans communaux de gestion des déchets (PCGDs) et le développement de quelques filières de valorisation des déchets. Par ailleurs la gestion intégrée et durable des déchets nécessite aujourd'hui une vision innovante et un changement de paradigme à travers l'orientation vers une économie circulaire. Dans cette optique, la valorisation matière ou énergétique des déchets demeure une priorité actuelle en Tunisie. Le projet ProtectT a pour objectif principal d'améliorer les capacités des acteurs nationaux et locaux pour l'intégration des aspects liés à l'économie circulaire et au changement climatique dans la gestion des déchets solides tout en favorisant la création de l'emploi et le respect du genre.



LE GROUPE CHIMIQUE TUNISIEN SIGNE UN ACCORD DE SUBVENTION DANS LE CADRE DE L'INITIATIVE CLIMATIQUE NACAG

Le Groupe Chimique Tunisien a exprimé sa volonté de s'impliquer à l'effort national de lutte contre les effets du changement climatique en signant le 25 février 2021 un accord de subvention dans le cadre de l'initiative internationale NACAG : Nitric Acid Climate Action Group, financée par le Ministère fédéral allemand de l'Environnement, de la Protection de la Nature et de la Sécurité Nucléaire (BMU).

La Tunisie a rejoint cette initiative en 2016, et que le Ministère des Affaires Locales et de l'Environnement met en oeuvre les objectifs de l'initiative, en collaboration avec l'Agence Nationale pour la Maîtrise de l'Energie et la GIZ, pour développer les mesures nécessaires limitant les émissions du protoxyde d'azote (N₂O) dues à l'industrie de production de l'acide nitrique au niveau national.

Le protoxyde d'azote (N₂O) est un Gaz à Effet de Serre très puissant, possédant un potentiel de réchauffement global 265 fois supérieur à celui du dioxyde de carbone (CO₂). La fabrication d'acide nitrique, qui est utilisé essentiellement pour la production des engrais, reste l'une des principales sources d'émission du N₂O malgré l'existence des technologies d'élimination très efficaces et disponibles au niveau international à un coût comparativement faible. À travers cette convention, le Groupe Chimique Tunisien bénéficiera d'un soutien technique et financier de 1,4 million d'Euro pour installer les équipements nécessaires à l'usine d'Ammonitrate de Gabès sur une période de 3 ans afin de réduire les émissions de protoxyde d'azote.

Ce projet fera partie de la nouvelle contribution déterminée au niveau national en cours d'élaboration par le Ministère des Affaires Locales et de l'Environnement et conduira à relever l'ambition nationale en matière de climat et permettra d'atteindre les objectifs de la NDC soumis à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques.

LANCEMENT DU PREMIER FORUM NATIONAL DES ACTEURS DE L'ADAPTATION AU CHANGEMENT CLIMATIQUE

Suite à l'appel à candidatures lancé en novembre 2020 et la sélection de ses membres, le Forum National des acteurs de l'adaptation au changement climatique est lancé officiellement le 27 janvier 2021.

Ce Forum compte actuellement plus que 60 membres acteurs de la société civile, du secteur privé, acteurs municipaux et des journalistes et communicateurs. Les membres du Forum ont procédé à l'élaboration des objectifs du Forum et des documents internes de son organisation, à travers la charte du Forum National et les

termes de références de son comité de gestion qui assurera un appui à la mise en œuvre de son plan d'action.

Le Forum national des acteurs de l'adaptation au changement climatique est le premier dans son genre, car tout d'abord il s'agit d'un Forum dédié à l'adaptation au changement climatique mais surtout à travers l'adoption d'une approche participative par excellence qui considère ses membres en tant qu'acteurs participants aussi bien dans la planification ainsi que la mise en œuvre de leurs propres activités.

Cette initiative s'inscrit dans le cadre du projet de «Renforcement de capacités et appui à l'exécution de la politique nationale d'adaptation au changement climatique en Tunisie» Adapt-CC, mis en œuvre par la GIZ, en partenariat avec le Ministère des Affaires Locales et de l'Environnement, et financé par le Ministère fédéral allemand de la Coopération Economique et du Développement (BMZ).



Mis en œuvre par



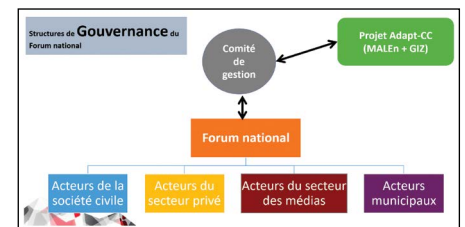
En coopération avec



Naissance de l'initiative

1. Projet « Adapt-CC »
2. Volonté commune (MALEn et GIZ) de renforcer la contribution des différents acteurs à la Stratégie nationale d'ACC

- Expertise
- Remontée des expériences et capitalisation des bonnes pratiques
- Coordination optimisée de la réponse au CC



MISSION DU FORUM NATIONAL DES ACTEURS DE L'ADAPTATION AU CHANGEMENT CLIMATIQUE

Le Forum national des acteurs de l'adaptation au changement climatique en Tunisie a été mis en place pour renforcer la réponse de la Tunisie en matière d'adaptation au changement climatique. Il s'agit d'une plateforme de consolidation des mesures initiées par différents acteurs, afin d'assurer une action harmonisée et efficace dans le domaine de l'adaptation au changement climatique.

Le Forum est une plateforme, présente et virtuelle, qui a pour vocation de regrouper des acteurs de la société civile et du secteur privé, des acteurs médiatiques et des acteurs municipaux, concernés par l'adaptation au changement climatique en Tunisie. Il offrira à ses membres l'opportunité de s'informer sur les thématiques en lien avec l'adaptation au changement climatique et l'actualité nationale et internationale s'y rapportant. En plus, ils pourront échanger autour de leurs expériences et leurs bonnes pratiques en matière d'adaptation au changement climatique et les capitaliser. Le Forum sera également une plateforme de renforcement des capacités des acteurs de l'adaptation au changement climatique et d'appui pour la mise en œuvre d'initiatives ou de projets en lien avec cette thématique.

LA CONTRIBUTION DE L'INDUSTRIE DE CIMENT AU DÉVELOPPEMENT DURABLE : une nouvelle fenêtre qui s'ouvre pour la valorisation des combustibles alternatifs d'origine nationale

Le projet «Global Carbon Market» est mis en œuvre par la GIZ en partenariat avec l'Agence Nationale pour la Maîtrise de l'Énergie - ANME, le Ministère des Affaires Locales et de l'Environnement (MALEn), et mandaté par le Ministère fédéral de l'Environnement, de la Protection de la Nature et de la Sécurité nucléaire (BMU). Ce projet couvre 5 pays à savoir la Tunisie, l'Inde, le Chili, l'Uganda et les Caraïbes. Il vise principalement le renforcement des capacités des parties prenantes afin de recourir aux mécanismes de marché carbone afin d'appuyer la mise en œuvre des NDCs.

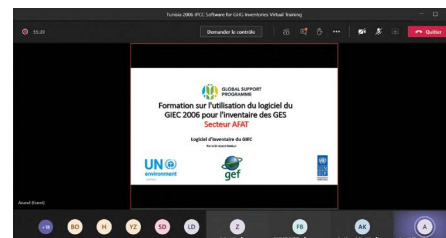
L'utilisation des combustibles alternatifs dans les fours à ciment (connotation technique : co-processing) tels que les produits des déchets ménagers et des déchets industriels prétraités (SRF) représente une option d'atténuation des gaz à effet de serre considérable pour le secteur cimentier. Dans le cadre du projet «Global Carbon Market» et dans le but de promouvoir le co-processing dans l'industrie cimentière, un atelier de démarrage virtuel de «l'étude économique sur la gestion des déchets et la plus-value de la production des combustibles alternatifs en Tunisie» a eu lieu le mardi 19 janvier 2021. Regroupant une quinzaine de participants, l'atelier a présenté l'approche méthodologique et les grands axes de l'étude. Cette rencontre a permis aux participants de mieux appréhender l'intérêt environnemental et économique, et les opportunités de valorisation des combustibles alternatifs à l'échelle nationale mais aussi de donner des pistes de réflexion sur les solutions et les modèles économiques à mettre en place pour développer cette option innovante en Tunisie.

RENFORCEMENT DE CAPACITÉS NATIONALES SUR LES INVENTAIRES DES GAZ À EFFET DE SERRE.



Dans le cadre de renforcement des capacités nationales en matière de mise en œuvre de la contribution déterminée au niveau national (CDN) et l'élaboration des rapports périodiques sur l'action climatique, le Ministère des Affaires Locales et de l'Environnement, en collaboration avec «Global Support Programme (GSP)», le Programme des Nations Unies pour l'Environnement (PNUE) et le Programme des Nations Unies

pour le Développement (PNUD), a organisé le 2,3,4 et 8 février 2021 un programme de formation sur l'élaboration des inventaires des Gaz à effet de serre (GES). Ces sessions de formation visent à renforcer les capacités techniques des participants dans le domaine de l'atténuation des émissions et d'inventaires des GES pour contribuer à la mise en œuvre de la CDN et à la préparation des rapports périodiques sur les changements climatiques. Les différentes sessions de formation ont été assurées par un groupe d'experts internationaux avec la participation d'une quarantaine de représentants des différents secteurs : énergie, industrie, gestion des déchets, agriculture, forêts et autres utilisations des terres (AFAT). Les participants des quatre secteurs ont présenté les plus importantes réalisations dans la réduction des émissions et la création de l'inventaire des GES.



SOLUTIONS FONDÉES SUR LA NATURE (SFN) : UN NOUVEL ÉLAN POUR LA MISE À JOUR DE LA CDN

Afin de mettre en œuvre des actions inscrites dans la CDN tunisienne une mobilisation pour l'appui (internationale) est nécessaire. Pour la mise en œuvre des actions d'adaptation inscrites dans le CDN. Un premier contact s'est tenu entre l'Union Internationale pour la Conservation de la Nature (UICN) et l'UGPO-CC qui est représenté par le MALEn, lors d'une réunion virtuelle organisée le 2 Février 2021.

Cette réunion avait pour objectif de présenter le cadre général de la CDN actuelle ainsi que de revoir les priorités et les modalités d'intégration des Solutions Fondées sur la Nature (SFN) dans la nouvelle CDN en cours d'actualisation. Les actions SFN s'appuient sur les écosystèmes afin de relever les défis globaux comme la lutte contre les changements climatiques et la gestion des risques naturels. Cette approche collaborative permettra de donner plus d'ambition dans la réduction des Gaz à effet de serre et d'augmenter la résilience du pays, tout en donnant une nouvelle impulsion à la mise à jour de la CDN.



IMPACTS DES EFFETS DU CHANGEMENT CLIMATIQUE SUR LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

Adapt'Action

Le Ministère de l'Agriculture, des Ressources Hydrauliques et de la Pêche (MARHP), avec l'appui de la Facilité «Adapt'Action» financée par l'Agence Française de Développement (AFD) a organisé le 11 février 2021, un atelier virtuel de restitution de la deuxième phase de l'étude «Contribution aux éléments de la phase préparatoire du processus d'élaboration du Plan National d'Adaptation au

changement climatique : volet sécurité alimentaire» dont l'objectif était de présenter les «Impacts des effets du changement climatique sur la sécurité alimentaire».

L'analyse des impacts du changement climatique aux horizons 2050 et 2100 met en évidence une remontée de l'aridité vers le Nord de la Tunisie, entraînant une baisse des superficies cultivables et un risque de chute considérable (d'environ 1/3 en 2050

et 2/3 en 2100) des rendements et de la production nationale des céréales, d'olivier et des parcours. L'activité de pêche pourrait être moins impactée du fait de l'invasion rapide d'espèces exotiques, dont la productivité pourrait être meilleure. Tous les piliers de la sécurité alimentaire seront ébranlés si les mesures d'adaptation s'avéraient inappropriées. C'est l'enjeu de la troisième étape de l'étude.

UN CADRE DE TRANSPARENCE RENFORCÉ DANS L'ADAPTATION AU CHANGEMENT CLIMATIQUE EN TUNISIE

Dans le cadre de la mise en place d'un système d'information et d'un portail Web sur le changement climatique en Tunisie conformément aux exigences du cadre de transparence renforcé préconisé par l'Accord de Paris sur le Climat, l'UGPO-CC en partenariat avec la GIZ, a organisé le 10 février 2021, un atelier virtuel de présentation de la mission avec la participation de 50 représentant.e.s des secteurs clés, des institutions publiques, de la société civile et des experts en adaptation au changement climatique.

Les discussions ont porté sur le cadre de transparence renforcé dans l'Accord de Paris et son application

Atelier national sur la transparence de l'adaptation

Mohamed Zmerli, Point Focal National de la CNUCC
10 Février 2021



au niveau national, les résultats de la mission d'analyse de l'existant et la préparation du cahier de charges pour la mise en place d'une plateforme composée d'un système de Suivi & Evaluation relatif à l'adaptation et un site web public sur le changement climatique et finalement, le rôle des acteurs clés et leur implication dans le processus de mise en œuvre de la future plateforme.

«Etude de mise en place d'un Système d'Information et d'un Portail Web pour l'adaptation au changement climatique en Tunisie» est une mission qui s'inscrit dans le cadre des activités du projet «Renforcement de capacités et appui à l'exécution de la politique nationale d'adaptation au changement climatique en Tunisie Adapt-CC», exécuté par le Ministère des Affaires Locales et de l'Environnement (MALEn) et la GIZ, financé par le Ministère fédéral allemand de la Coopération Economique et du Développement (BMZ).

PARIS 2015
UN CLIMATE CHANGE CONFERENCE
COP21-CMP1

L'Accord de Paris prévoit l'établissement d'un «Cadre de Transparence Renforcé» afin de suivre, notifier et examiner les informations pertinentes par rapport à la mise en œuvre de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CNUCC) et des autres accords qui l'ont suivi. Ces informations concernent notamment les émissions de gaz à effet de serre des Parties, les mesures prises afin d'atténuer ces émissions et celles visant l'adaptation aux impacts du changement climatique, ainsi que l'appui fourni et reçu sous la forme de ressources financières, d'un transfert de technologies et d'un renforcement des capacités.

LES JEUNES TUNISIENS CONTRIBUENT DANS LA MISE À JOUR DE LA CDN



Un atelier de débat et d'échange a été organisé le 16 février 2021 par le Ministère des Affaires Locales et de l'Environnement en partenariat avec le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), avec la présence des organisations nationales et des jeunes activistes dans le domaine du changement climatique en Tunisie.



Cette rencontre s'inscrit dans le cadre du processus engagé pour la mise à jour de la Contribution Déterminée au niveau National (CDN), elle a permis de présenter la vision et les propositions des jeunes concernant les voies d'amélioration de la politique climatique en Tunisie, ainsi que les méthodes et les pratiques opérationnelles pour

intégrer de nouveaux enjeux et priorités dans la mise à jour de la CDN. 40 représentants de la société civile et activistes dans le domaine du Changement Climatique ont participé en présence des experts nationaux et internationaux en charge de la mise à jour de la CDN.

VISION STRATÉGIE BAS CARBONE ET RÉSILIENTE AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES 2050 : UNE VISION D'AVENIR À LONG TERME

Un atelier virtuel et interactif a eu lieu le 03 mars avec la présence de 75 participants des secteurs concernés par l'atténuation ainsi que des représentants de la société civile. L'évènement a représenté une opportunité pour échanger sur les premières réflexions de la vision 2050 de la « Stratégie Nationale Bas Carbone » (SNBC) et pour assurer un développement sobre en carbone en Tunisie.

Des représentants des secteurs clés ont présenté leurs visions sectorielles reflétant leurs contributions respectives à la vision stratégique nationale bas carbone 2050 (les secteurs de l'énergie, des procédés industriels, de l'AFAT et des déchets solides et liquides). Les participants ont contribué à l'enrichissement du débat pour parvenir à une vision nationale commune, ambitieuse et

réalisable. L'établissement de la SNBC est appuyé par le projet «Renforcement des capacités institutionnelles pour la mise en œuvre de la NDC en Tunisie» mise en œuvre par la GIZ et financé par le Ministère fédéral allemand de l'Environnement, de la Protection de la Nature et de la Sécurité nucléaire (BMU).

L'ACTION CLIMAT EN TUNISIE : DU LOCAL AU NATIONAL

Un Breakfast Talk a été organisé le 22 décembre 2020 dans le cadre des activités du programme «Local Climate Action (LCA)» soutenu par la fondation Heinrich Böll et mené par les consultantes Mme. Emna Fourati et Mme. Wafa Hmadi. Ce Breakfast Talk a porté sur : «L'action climat en Tunisie du local au national». Cette thématique a été décortiquée avec :

- **M. Hedi CHEBILI** : Directeur Général de l'Environnement et de la Qualité de vie - Ministère des Affaires Locales et de l'Environnement,
- **Mme Souad ABDERRAHIM** : Maire de Tunis et Vice-présidente de l'Association Internationale des Maires Francophones (AIMF),
- **M. Adnen BOUASSIDA** : Président de la Fédération Nationale des Communes Tunisiennes (FNCT),
- **M. Jamel LOUATI** : Directeur de la Protection de l'Environnement et Assainissement - Ministère du Développement de l'Investissement et de la Coopération Internationale



Atelier virtuel
03 mars 2021

Atelier de présentation de la VISION stratégique de la « Stratégie Nationale Bas-Carbone »

L'atelier est organisé par le Ministère des Affaires Locales et de l'Environnement en partenariat avec la GIZ et animé par les experts du bureau d'études HEAT





LES IMPACTS SOCIO-ÉCONOMIQUES, ENVIRONNEMENTAUX ET CLIMATIQUES DE LA COVID-19 EN TUNISIE EN 2020

Dans le cadre du suivi des impacts socio-économiques et environnementaux de la pandémie COVID 19, le Ministère des Affaires Locales et de l'Environnement, avec l'appui de la coopération allemande au développement (GIZ), a organisé le 09 Mars 2021 une conférence de Presse sur «les impacts socio-économiques, environnementaux et climatiques de la crise COVID 19, et les opportunités pour un développement vert et résilient en Tunisie». Cette conférence vise à présenter :

- Les principaux impacts de la pandémie sur le plan socio-économique et écologique,
- Des propositions pour une meilleure résilience du développement en Tunisie, répondant à la fois aux besoins de développement socio-économique soutenu et inclusif, et prenant en considération les enjeux écologiques et climatiques.

L'étude présentée lors de cette conférence montre qu'en Tunisie, la situation

économique s'est fortement dégradée avec une réduction de la croissance économique, réduction et arrêt d'activité pour la majorité des entreprises privés notamment pour les PME. D'un point de vue environnemental, la qualité de l'air s'est améliorée et les émissions de CO2 ont enregistré un recul principalement à la suite de la baisse de consommation des produits énergétiques utilisés pour le secteur des transports et la génération d'électricité au niveau national. En tenant compte des leçons tirées des impacts de l'expansion du Covid 19 durant l'année 2020, le Ministère des Affaires Locales et de l'Environnement a mis l'accent sur l'importance d'une meilleure planification du développement plus durable, visant une amélioration de la croissance économique respectueuse de l'environnement et qui contribue à la consolidation de la justice sociale, la lutte contre la pauvreté et le renforcement de la résilience des populations les plus vulnérables en Tunisie.



Tenant compte des impacts socio-économiques et environnementaux engendrés par la crise pandémique de la COVID-19, le Ministère des Affaires Locales et de l'Environnement (MALEn), en partenariat avec la Coopération Allemande au Développement la GIZ, a réalisé une étude intitulée «Les impacts socio-économiques, environnementaux et climatiques de la COVID-19 en Tunisie en 2020».

LA PREMIÈRE RÉUNION DES MEMBRES DU COMITÉ NATIONAL CONSULTATIF POUR L'ADAPTATION AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES

Dans le cadre de l'opérationnalisation du comité national consultatif pour l'adaptation aux changements climatiques, le MALEn a organisé le 30 Mars 2021 le 1er atelier du comité, en collaboration avec la GIZ.

L'atelier a été ouvert par Monsieur Hedi Chebili, Directeur Général de l'Environnement et de la Qualité de la Vie, et Madame Tanja Faller, Cheffe de cluster Energie et Climat au niveau de la GIZ. Le programme de l'atelier a intégré la présentation et la discussion des principaux processus actuels engagé en vue, à la fois, d'honorer les engagements

internationaux de la Tunisie en vertu de la CCNUCC et l'Accord de Paris sur le Climat, et de répondre aux enjeux et priorités nationales dans ce domaine. Ces processus comprennent notamment la mise à jour de la Contribution déterminée au niveau National (CDN), l'élaboration de la stratégie de développement bas carbone et résiliente aux changements climatiques à l'horizon de 2050, et l'élaboration du Plan National d'adaptation (NAP). Également, la discussion a porté sur les étapes nécessaires pour mettre en place un système de suivi, et d'évaluation

Le comité national consultatif pour l'adaptation aux changements climatiques, créé en vertu de la décision du Ministre des Affaires Locales et de l'Environnement en date du 07 Février 2020 et publiée dans le JORT en date du 14 Février 2020.

dans le domaine de l'adaptation, permettant d'assurer une meilleure mise en œuvre et suivi des programmes nationaux et sectoriels d'adaptation, et une meilleure réponse aux exigences de l'article 13 et 7 de l'Accord de Paris sur le Climat.



Nous Contacter

Unité de Gestion par Objectifs pour la mise en œuvre de l'Accord de Paris sur le Climat
Ministère des Affaires Locales et de l'Environnement.

Point Focal National de la Convention des Nations Unies sur les Changements Climatiques

M. Mohamed ZMERLI, E-mail : zmerli_mohamed@yahoo.com